

**Infrastructures énergétiques**

# Quel sort pour le Gazoduc Maghreb-Europe au-delà de 2021 ?

Le Gazoduc Maghreb-Europe deviendra propriété du Maroc à partir de 2021, date de l'expiration de la convention de transit du gaz algérien vers l'Espagne via cette infrastructure mise en service en novembre 1996. Selon le ministre de l'Énergie, Aziz Rabbah, le Maroc, l'Algérie et l'Espagne sont pour le maintien de l'exploitation du gazoduc et le renforcement de leur coopération énergétique.

Que deviendra le Gazoduc Maghreb-Europe (GME) ? Le tronçon qui traverse le territoire du Maroc deviendra sa propriété en 2021, date de l'expiration de la convention Maroc-Algérie-Espagne pour le transit du gaz algérien vers l'Europe via le GME. Le Maroc l'utilise moyennant une redevance en nature sur le passage du GME mis en service en novembre 1996 pour acheminer le gaz algérien vers l'Espagne. Pour le Maroc, l'utilisation du gaz qui transite par ce gazoduc restera toujours envisageable dans le cadre de la mise en œuvre du «Plan national de développement de l'utilisation du gaz naturel», dont la principale composante pour le moment est le gaz naturel liquéfié (GNL). Mais cette option dépendra des négociations entre l'Europe et l'Algérie d'une part, et entre le Maroc et l'Algérie, d'autre part. Que prévoient alors les trois pays pour l'après-2021 ? «Le GME est une infrastructure importante pour les 3 pays. On a tous intérêt à maintenir cet outil opérationnel», a déclaré au «Matin-Éco», le ministre de l'Énergie et des mines, Aziz Rabbah. Selon lui, le prolongement du partenariat autour du Gazoduc Maghreb-Europe reste une option. «Les deux parties, algérienne et espagnole, ont exprimé publiquement leur intérêt à renouveler l'accord commercial. De plus, lors de mes rencontres avec le ministre algérien de l'Énergie, celui-ci



Pour le Maroc, l'utilisation du gaz qui transite par le GME reste une option dans le cadre de la mise en œuvre du «Plan national de développement de l'utilisation du gaz naturel».

m'a fait part de l'intérêt de son pays pour le maintien de l'utilisation du gazoduc et de sa disposition à renforcer davantage la coopération bilatérale dans le domaine de l'énergie. De son côté, la société espagnole Metragaz a déclaré le maintien du GME et affirmé son intérêt à développer un partenariat durable avec notre pays pour la gestion du gazoduc au-delà de 2021», soutient Aziz Rabbah.

À noter que la redevance en nature a permis au Maroc d'installer sa première centrale à cycle combiné de 384 mégawatts (MW) à Tahaddart (Nord), opérationnelle depuis 2005, et la centrale thermosolaire de Aïn Beni Mathar (Oriental) de 472 MW, mise en service en 2010. De même, un accord pour la livraison de gaz naturel au Maroc a été signé en juillet 2011 à Alger entre le groupe public algérien des hydrocarbures Sonatrach et l'ONEE. Ce contrat, qui porte sur la livraison de 640 millions de m<sup>3</sup> de gaz algérien par an sur une durée de dix ans, expirera également en 2021, l'année où devrait entrer en service le mégaprojet «Gas to Power», première phase du plan gazier marocain. «Gas to Power» prévoit notamment la construction d'un gazo-

duc de transport reliant le futur Terminal GNL (Jorf Lasfar) au GME existant sur une distance d'environ 400 km et desservant les centres de consommation des régions de Casablanca, Mohammedia et Kénitra. À ce jour, le Maroc n'a pas dévoilé le nouveau business plan du projet «Gas to Power» qui connaît des réajustements par rapport à la feuille de route initiale dévoilée fin 2014. Parmi les décisions les plus attendues, le choix du futur fournisseur en gaz naturel pour ce projet. Des «discussions non engageantes» ont déjà été entreprises avec une vingtaine de fournisseurs de GNL, en vue de s'enquérir des possibilités de sécuriser les besoins du pays en gaz à partir de 2021, sur la base du business plan initial qui prévoit donc des infrastructures gazières onshore. Ces besoins atteindraient environ 5 milliards de m<sup>3</sup> par an à l'horizon 2025. Outre les négociations avec différents fournisseurs, le Maroc prend aussi en considération l'exploration des hydrocarbures dans ses bassins sédimentaires d'une étendue totale de 900.000 km<sup>2</sup>. S'y ajoute le gigantesque projet de Gazoduc Maroc-Nigeria toujours à l'étude. ●

**Moncef Ben Hayoun**